

# Tailler l'Europe comme un rosier

Le Monde · 30 mar 2017 · par arnaud leparmentier leparmentier@lemonde.fr

Bcomme Brexit, B comme plan B. Avec le départ du Royaume-Uni, il convient de gamberger sur l'avenir de l'Union européenne. Notre plan B sera un vrai plan B, pas comme celui de Laurent Fabius, qui n'existait pas lors du référendum de 2005, ni celui de Jean-Luc Mélenchon, qui est en réalité un plan A: tout faire explo- ser. Le leader de La France insou- mise admire Robespierre ; qu'il nous soit permis de paraphraser Danton, à la veille de la bataille de Valmy, qui conduisit à la procla- mation de la République en sep- tembre 1792: de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et l'Europe est sauvée.



De l'audace, mais avec méthode et lucidité. Il faut tailler l'Europe comme un rosier pour la ren- for- cer. Première étape du plan B, cou- per deux «gourmands» qui épui- sent l'UE, la Turquie et la Grèce. Rompons définitivement les né- gociations d'adhésion avec An- kara et signons un partenariat entre adultes, sans exiger du prési- dent Erdogan qu'il se comporte en social-démocrate scandinave.

Il convient aussi de sortir la Grèce de l'euro. Son maintien à long terme dans la monnaie uni- que n'est pas possible: il faudrait que ce pays se convertisse à l'Ordnungspolitik. En revanche, il est pos- sible de réparer, à froid, l'er- reur que fut son admission dans l'union monétaire: l'affranchir en effa- çant sa dette de telle sorte qu'elle soit – en drachmes – équi- valente à 60 % de son produit intérieur brut. Ces clarifications gréco- turques permettraient à l'UE de re- trouver de la sérénité sur son iden- tité culturelle et géographique, et la viabilité de sa monnaie.

## Renouer avec les peuples

Deuxième étape, renouer avec les peuples. Bruxelles est accusée d'« enquiquiner » les citoyens, se- lon l'expression d'Alain Juppé. On a beau argumenter que les ré- glementations nationales sont pi- res, rien n'y fait, c'est toujours Bruxelles. Il convient donc de don- ner des gages, en notant que l'es- sentiel des récriminations con- cerne la politique agricole com- mune (PAC), l'environnement, les OGM et la santé. La solution est toute trouvée: il faut renationali- ser la PAC, rendre les compé- tences environnementales et de santé aux Etats – si les Français veulent des rivières polluées, tirer sur les palombes et avoir une approche obscurantiste sur la science et la santé, c'est leur choix. Cette taille vigoureuse conduirait à des sur- coûts absurdes, mais réduirait une défiance destructrice.

Elle aurait un mérite : réduire le déficit démocratique. Sur le pa- pier, les institutions n'ont rien à envier à celles des Etats-nations. Mais trois problèmes demeu- rent : l'effet nombre, qui réduit le sen- timent d'appartenance ; la né- cessité du compromis, qui con- duit à des décisions très modé- rées et qui n'emportent pas l'ad- hésion des foules; l'effet cliquet, qui fait qu'une fois une décision prise, la- borieusement, il est quasi impossible de la retourner. La ré- duction des compétences bruxel- loises redonnerait donc le senti- ment que les choses peuvent être inversées. Il convient aussi de diviser par deux la taille de la Commission et de réformer le Parlement de Strasbourg, qui n'a pas réussi à incar- ner les peuples, en le formant pour moitié de députés nationaux.

Troisième étape, remettre cette Europe amincie sur ses pieds. Les pères fondateurs avaient bâti l'Europe par le bas (l'acier, l'agriculture, le commerce, l'atome), préférant le pragmatisme des solidarités de fait. L'heure est venue de doter l'UE des attributs d'une (con)fédération : l'euro, le commerce et la défense.

Pour achever le sauvetage de l'euro, deux options se présentent : revenir à la « pureté » de Maastricht en interdisant le renflouement des Etats – c'est la thèse allemande – ou créer une Europe de transferts financiers – c'est la thèse du PS français. La voie allemande est la plus facile. Elle implique une convergence économique puissante (harmonisation de la fiscalité et des politiques budgétaires), pour éviter que ne se reproduisent les divergences destructrices du début des années 2000.

Dans un donnant-donnant, on peut envisager de solder les comptes du passé, en mutualisant la dette héritée de la crise financière accumulée de 2008 à 2012. La fin de la PAC permettra de dégager un budget d'investissement plus fort, mais, de grâce, que les néokeynésiens nous épargnent leur projet d'une assurance-chômage européenne, entourloupe destinée à organiser des transferts massifs: ce serait provoquer une sécession nordique.

Viendra ensuite le renforcement de la puissance commerciale. L'Europe n'est pas un espace ouvert à tous les vents, comme en témoignent ses excédents vis-à-vis du reste du monde. L'UE doit pouvoir négocier seule ses accords commerciaux, sans être prise en otage par le socialiste wallon Paul Magnette. Elle doit aussi augmenter sa force de frappe, en transformant sa direction de la concurrence en outil de lutte contre l'évasion fiscale. Celle-ci a permis de forcer le géant du numérique américain Apple à payer l'impôt. Allons plus loin et profitons de la faiblesse de l'Irlande en plein Brexit pour la contraindre, brutalement si nécessaire, à taxer enfin les multinationales.

Dernier pilier, la protection des citoyens. Schengen est en réparation, et il faut continuer en mettant en place une police fédérale des frontières. La défense européenne est revenue à l'ordre du jour depuis l'élection de Donald Trump, qui veut accélérer le désengagement américain commencé par Barack Obama. Attention aux rêveries françaises, la défense territoriale du continent est déjà fédérale: c'est l'OTAN, sous commandement américain, pour le plus longtemps possible. La défense européenne est destinée aux interventions extérieures, comme celle du Mali. Pour cela, il faut pouvoir intervenir rapidement et efficacement, bref, à trois, entre Français, Allemands et Britanniques. Peu importe le Brexit, le plan B est à ce prix.

**SUR LE PAPIER, LES INSTITUTIONS N'ONT RIEN À ENVIER À CELLES DES ÉTATS-NATIONS AVEC LE DÉPART DU ROYAUME-UNI, IL CONVIENT DE GAMBERGER SUR L'AVENIR DE L'UE**